

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 58 (1917), p. 24-28

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1917__58__24_0

© Société de statistique de Paris, 1917, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V

BIBLIOGRAPHIE

Intérêts économiques et rapports internationaux à la veille de la guerre,
par MM. F. CHAPSAL, A. MILLERAND, F. GUILLAIN, P. DELOMBRE, A. MARVAUD,
H. DE PEYERIMHOFF, Pierre GUÉBHARD, Ch. DE LASTEYRIE (1).

La Société des Élèves de l'École des Sciences politiques a fait paraître avec un long retard, imposé par les événements, le recueil de quatre conférences faites dans l'hiver et le printemps 1913-1914 et dont les sujets sont de première importance au point de vue de la politique extérieure et de la vie économique. Leur ancienneté relative n'enlève rien à leur intérêt. Au contraire, comme si les organisateurs de cette série d'études avaient pressenti la crise, elles se rapportent à des sujets de la plus brûlante actualité : mouvements internationaux de capitaux et de marchandises diverses, influence économique de pays à pays, intervention de la diplomatie dans ces domaines. Bien entendu les faits ne peuvent plus être considérés sous le même angle que dans l'hiver 1913-1914; cependant plusieurs des idées exprimées alors, en particulier dans le discours de M. Millerand, sont inspirées par une vue nette de l'agression à laquelle la France se trouvait exposée et de l'effort qu'elle pourrait avoir à fournir. Le texte n'a d'ailleurs pas été modifié : les auditeurs de ces conférences en reconnaîtront tous les traits. La presse du temps de paix en avait rendu compte avec d'amples commentaires.

L'introduction placée en tête de cet ouvrage rappelle comment il se relie aux précédents de la même série : *Les Forces productives de la France, La Politique budgétaire en Europe, Les Grands Marchés financiers*, ainsi qu'aux volumes d'une série parallèle, celle des *Questions actuelles de politique étrangère*.

M. Angel MARVAUD, secrétaire général de la Chambre du commerce d'exportation, a, dans une première conférence très claire, complétée par M. Fernand CHAPSAL, de qui l'autorité en ces matières est bien connue, exposé les tendances générales de notre commerce extérieur, à la fois objet et moyen d'action de la diplomatie française. Sans rééditer de vaines doléances, les deux orateurs ont cherché ce qui, soit dans les négociations relatives au tarif douanier, soit dans l'organisation des services administratifs de renseignements commerciaux et d'expansion économique, pourrait remédier à un état de choses trop évidemment defectueux. Il n'y a pas lieu d'examiner ici leur thèse, qui n'emprunte aucun argument à la statistique.

C'est au contraire sur d'abondantes données numériques — dont il nous fait part avec discrétion — que M. DE PEYERIMHOFF DE FONTENELLE, secrétaire général du Comité des Houillères, a basé sa conférence, « si lourde, à chaque phrase, de faits et d'idées », selon la très juste expression de M. Millerand.

Il montre la France du siècle dernier, pays de vieille civilisation intellectuelle avancée et de grande fortune acquise, exportatrice naturelle de produits manufacturés, mais surtout de capitaux et de chefs d'entreprises, c'est-à-dire de travail humain libre ou déjà largement incorporé à la matière. Elle a pour destinée séculaire d'être chez les autres un agent de progrès. Le tableau des entreprises fondées au dehors par les capitalistes et les ingénieurs français dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle est impressionnant. Malheureusement une distinction s'impose : si nous avons toujours continué à aider les étrangers pour la mise en valeur de leurs

(1) 1 vol. in-16 de 270 p. F. Alcan, éditeur. 1915. Prix : 3 fr. 50.

territoires, à partir de 1870 la France n'a plus été presque seule avec l'Angleterre à jouer ce rôle; sa part relative a déchu, moins sans doute dans l'exportation de capitaux que dans la direction des affaires fondées avec ceux-ci. Il faut lire la pénétrante et originale analyse que M. de Peyerimhoff, en organisateur et en manieur d'hommes expérimenté, a donnée des causes de cette situation. Ses avis ne valent pas seulement pour l'objet qu'il avait en vue, mais s'appliqueront, avec la supériorité des idées générales, à la mise en valeur de ce pays neuf que sera pour une trop large part la France de demain.

M. de Peyerimhoff semblait prévoir les nécessités financières actuelles quand il décrivait la composition de notre portefeuille étranger, auquel l'État demande aujourd'hui avec succès de faciliter le règlement de nos importations.

Quant aux perspectives d'accroissement de ce portefeuille et à l'action diplomatique qui en résulteraient pour nous, l'orateur montrait un scepticisme trop justifié.

M. Pierre GUÉBHARD a étudié avec une ingéniosité et une délicatesse infinies l'autre face, — assez ingrate, — du problème : les entreprises et les capitaux étrangers en France. Il a eu soin, tout d'abord, de rappeler que la sécurité nationale devait passer avant tout et que de *hautes nécessités politiques* pouvaient conduire à des solutions différentes de celles que suggérerait un programme économique abstrait. Rien ne doit prévaloir sur « l'instinct de conservation de la nation, qui veut vivre et se protéger contre tout ce qui pourrait porter atteinte à son indépendance matérielle et morale. Il est bon qu'à certaines heures et en présence de graves problèmes, un peuple fasse un retour sur lui-même, qu'il éprouve ses forces et s'assure qu'aucun élément de dissociation ne s'est insinué dans les rouages de son outillage industriel et financier ». Ce principe posé, M. Pierre Guébard montre que l'interpénétration industrielle et financière est un fait universel, que l'on peut régulariser, mais non faire disparaître. Pour notre pays en particulier, l'entrée d'entreprises et de capitaux étrangers résulte de la nature de notre sous-sol; du tempérament et des aptitudes de notre race, qui la poussent de préférence vers certaines formes d'activité, laissant ainsi, dans d'autres domaines, le champ libre à des nations diversement spécialisées; de la législation; enfin du caractère international inhérent à telle branche de commerce, dont l'action s'étend nécessairement sur toute la surface du globe.

Au point de vue purement financier, l'observateur très perspicace qu'est M. Guébard a démontré que les capitaux étrangers circulant en France n'avaient rien d'inquiétant quant à leur volume et que notre solide système bancaire, concentré autour d'un institut d'émission ultra-prudent, loin d'être gêné par notre hospitalité pour certaines banques anglaises et américaines, pourrait un jour en bénéficier. Nous constatons aujourd'hui l'exactitude de ce pronostic, auquel feu M. Guillaïn, président de la conférence, donnait son entière approbation.

M. Ch. DE LASTEYRIE, ancien inspecteur des Finances, a examiné du dedans, pour ainsi dire, la sortie des capitaux français. Les services que la possession d'un fort portefeuille étranger rend à notre pays sont évidents et le seraient plus encore si ce portefeuille avait été mieux réparti. Son montant calculé par divers procédés statistiques, — souvent au sein de notre Société, — est d'autant plus incertain que les déclarations et constatations servant de base aux calculs se trouvent faussées par l'intérêt des porteurs.

En tous cas, les statistiques corroborent l'hypothèse d'après laquelle les dissimulations plus ou moins importantes de capital expliqueraient en partie la stagnation de l'annuité successorale depuis la loi du 25 février 1901.

M. de Lasteyrie, si renseigné sur tout ce qui touche l'Angleterre, rappelle qu'elle a éprouvé les mêmes mécomptes. Cependant il souligne, chiffres en main, ce fait important que les fraudes sont loin d'avoir pris l'ampleur supposée par l'imagination du public. Cette remarque laisse subsister ce que le conférencier a dit avec vigueur des dangers que ces manœuvres présentent pour l'État et pour les contribuables eux-mêmes. Il a fourni un exposé complet et précis des négociations engagées avec

certains pays étrangers pour y remédier. Il propose de les poursuivre et de les étendre dans un esprit d'équité en définissant la part qui doit revenir à chaque pays intéressé sans cumul de droits. La même question est examinée à propos de tous les impôts qui frappent les valeurs mobilières et qui sont déjà des impôts de superposition. Les dispositions équitables que capitaux et entrepreneurs français rencontreront dans notre législation seront le plus sûr moyen d'éviter une émigration exagérée de nos disponibilités.

M. Paul DELOMBRE, ancien ministre du Commerce, s'associant sans réserve aux conclusions si raisonnables et si patriotiques déduites par M. Ch. de Lasteyrie, a ajouté que l'émigration des capitaux ne présentait pas encore en France un caractère pernicieux. C'est pour l'avenir qu'il a exprimé des craintes... atténuées par la perspective d'une politique de concorde et d'unité. M. Delombre a rendu par avance un éloquent hommage aux « générations nouvelles instruites des conditions du progrès, éprises de liberté, conscientes des vertus requises pour soutenir avec honneur la dignité, la puissance, les droits de la France ».

Eug. BOISLANDRY-DUBERN.

* * *

La Guerre (2^e série : *La guerre et la vie économique*), par MM. Daniel ZOLLA, Pierre-Étienne FLANDIN, Paul DE ROUSIERS, Joseph CHAILLEY, Robert PINOT, André LIESSE (1).

L'an dernier avait paru dans la même collection, dite : « Bibliothèque d'histoire contemporaine », un premier volume de cinq conférences, faites à l'École des Sciences politiques, intitulé : *La Guerre*, dont les auteurs, MM. Émile Bourgeois, Louis Renault, le général Malleterre, Raphael-Georges Lévy et Daniel Bellet, avaient su improviser dès les premiers mois des hostilités un frappant aperçu des grandes idées soulevées par les événements dans l'ordre diplomatique, militaire et économique. En 1916 ce dernier point de vue a dominé.

L'ouvrage débute par un exposé, — très substantiel, naturellement, — du problème de l'alimentation en temps de guerre. M. Daniel ZOLLA, professeur à l'École de Grignon, richement pourvu de données statistiques sérieuses, a montré comment s'étaient effectués les travaux agricoles et quels résultats satisfaisants (sauf à l'égard des betteraves) avaient été fournis par la récolte de 1914. Il a fallu importer beaucoup de céréales en 1915, non pour faire face à un minimum d'alimentation, mais pour assurer aux Français une copieuse subsistance, la consommation moyenne individuelle étant restée bien au-dessus du niveau de la période 1861-1870.

Le cheptel français, mis à contribution d'une façon un peu hâtive au début de la guerre, n'a subi cependant que des pertes réparables dont l'esprit d'initiative des éleveurs français a déjà su combler une grande partie. M. D. Zolla a fait une étude spéciale de la hausse des prix des céréales et de la viande, de ses causes et de ses remèdes, des effets parfois décevants produits par la taxation en Allemagne. Il estime que l'alimentation de la France est assurée, grâce à la superbe énergie de nos cultivateurs. On abonderait encore plus dans le sens indiqué par le très compétent conférencier si l'agriculture française avait réalisé complètement le vœu exprimé il y a bien longtemps par Léon Say, si elle avait adopté dans la mesure du possible des méthodes scientifiques.

Après l'agriculture, ce sont trois industries de guerre : l'aviation, la marine marchande et la métallurgie qui ont été étudiées dans le volume publié par la Société des Sciences politiques en 1916, de manière à insister sur certains des points que notre éminent collègue, M. D. Bellet, avait indiqués dans la conférence d'ensemble reprise par le recueil de 1915.

(1) 1 vol. in-16 de 311 p. F. Alcan, éditeur. 1916. Prix : 3 fr. 50.

M. Pierre-Étienne FLANDIN, député de l'Yonne, spécialisé en la matière, a rappelé les débuts de l'aviation militaire en France et en Allemagne, la réorganisation de notre aviation depuis 1914, la crise de l'aviation, les progrès réalisés dès 1915. Non content de signaler, — avec toute la réserve nécessaire, — les problèmes militaires et les perfectionnements apportés au matériel, il est entré dans quelques détails intéressants de la technique industrielle, qu'il a su présenter d'ailleurs sous la forme la plus claire et la plus vivante.

M. P. DE ROUSIERS, secrétaire général du Comité des Armateurs, après un coup d'œil jeté sur la situation de la marine mondiale avant la guerre, a expliqué comment les événements avaient bouleversé le marché des frets et fait monter le prix de ceux-ci. Des statistiques comparatives de 1913 à la fin de 1915 pour les exportations de charbon de la Grande-Bretagne et pour le tonnage de marchandises embarquées ou débarquées dans les différents ports français, mettent en lumière, par exemple, le déséquilibre des importations et des exportations, et surtout la disproportion entre le tonnage disponible et la quantité de marchandises à transporter. Après avoir analysé, d'après les documents les plus sûrs et les plus complets, les causes de la hausse des frets et de l'encombrement des ports, M. de Rousiers a indiqué les remèdes qui lui paraissaient immédiatement applicables. Insistant avec éloquence sur les services rendus à la défense nationale par notre marine marchande, il conclut à la nécessité de développer les constructions de celle-ci pour que, notamment après la conclusion de la paix, la maîtrise de la mer reste bien effectivement entre les mains des pays défenseurs du droit.

M. Robert PINOT, secrétaire général du Comité des Forges, a su rendre sensible à tous le caractère émouvant autant que grandiose de l'œuvre accomplie par la métallurgie française depuis sa réorganisation en pleine guerre après la perte de ses principaux moyens d'action. Il a donné quelques exemples de ces efforts prodigieux dont l'industrie française s'est montrée capable depuis deux ans grâce en partie à l'esprit de collaboration qui a régné entre elle et les autorités publiques : remise en activité des usines, création d'usines nouvelles, répartition par groupes régionaux, fabrication des obus au tour, obus en fonte aciérée, matériel et obus de gros calibre, fabrication des fusils, automobilisme, amélioration des procédés techniques, etc. ; à côté de la métallurgie, la fabrication des explosifs et, en général, la chimie de guerre. Il a rappelé ce qu'il avait fallu d'habileté et de dévouement aux patrons, ingénieurs, ouvriers, fonctionnaires et officiers qui furent et sont chaque jour les pourvoyeurs de notre armée et de certaines armées alliées.

Les dépenses de matériel et tous les frais de la guerre ont fait l'objet d'une conférence très suggestive de M. André LIESSE, membre de l'Institut. Ayant fixé depuis des années son attention perspicace sur la vie des grandes banques et les ayant vues souvent de l'intérieur, M. Liesse se trouvait à même d'apprécier d'une façon très sûre la situation bancaire de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, ainsi que l'influence exercée par la guerre sur les grands marchés. Il a exposé magistralement le mécanisme de la mobilisation financière allemande, l'ampleur des emprunts et des impôts anglais, la souplesse des opérations françaises et les conditions particulièrement favorables du crédit de la Banque de France. Les pronostics que M. Liesse a formulés, les conseils d'énergie et de travail scientifique qu'il a donnés comme corollaires de ces pages d'histoire financière méritent de retenir l'attention.

Il restait à considérer l'effort accompli dans la France d'outre-mer, et c'est à quoi M. J. CHAILLEY, directeur général de l'Union coloniale, nous a conviés avec autant d'esprit que d'abondance et de variété dans l'information. C'est le tour du monde que l'on fait à sa suite ; un tour du monde passionnant au cours duquel on rencontre à chaque pas des traces de l'envahisseur ennemi. M. Joseph Chailley entre dans quelques détails au sujet de la guerre sournoise qui nous a été faite au Maroc et de l'habile résistance opposée par le général Lyautey. C'est un spectacle très attachant

que celui du Maroc transformé en immense chantier, réalisant de rapides progrès économiques et géré financièrement de main de maître dans ces circonstances tragiques. M. Joseph Chailley nous fait partager sa confiance dans les ressources de notre empire colonial, solide adjuvant des grandes forces nationales économiques ou militaires qui viennent de subir victorieusement l'épreuve de la guerre.

E. B. D.

VI

LISTE DES DOCUMENTS PRÉSENTÉS DANS LA SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1916

ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque	ORIGINE ET NATURE des DOCUMENTS	INDICES de CLASSEMENT dans la Bibliothèque
DOCUMENTS OFFICIELS			
Argentine		<i>tistiques. — Annuaire statistique.</i> 2 ^e année. 1915.	Caq^{a1} 15
<i>Direction générale de Statistique. — An-</i> <i>nuaire statistique pour l'année 1914.</i>	Ar^{a1} 14	Chili	
Australie		<i>Office central de Statistique. — Synopsis</i> <i>estadistica pour 1915</i>	Ch^{e1} 15
<i>Bureau confédéral du Recensement et de</i> <i>Statistique. — Statistique financière</i> <i>australienne. 1906 à 1915.</i>	As^{a4a} 06-15	<i>— Annuaire statistique. Agriculture</i> <i>pour 1914-1915</i>	Ch^{e7b} 14-15
<i>— Statistiques sociales : Statistique de</i> <i>l'enseignement, des hôpitaux et as-</i> <i>sistance, des lois et crimes pour</i> <i>l'année 1914</i>	As^{a10a} 14	<i>— Statistique commerciale. 1915.</i>	Ch^{e4} 15
Bolivie		États-Unis d'Amérique	
<i>MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE. — Bolivia Mi-</i> <i>nera. La Paz. 1916</i>	Bo^{a4} 16	DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DU TRA- VAIL. — Foreign commerce and na- avigation of the U. S. for the year ending june 30 1915.	Eu^{c70} 15
Canada		<i>— Bulletin 187. Wages and hours of</i> <i>labor in the men's clothing indus-</i> <i>try 1911 to 1914.</i>	Eu^{c77} 11-14
<i>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — Bureau</i> <i>des Recensements et des Statist-</i> <i>iques. — Annuaire du Canada pour</i> <i>1914</i>	Ca^{a2} 14	<i>— Bulletin 188. Report of british departe-</i> <i>mental committee on the danger in</i> <i>the use of lead in the painting of</i> <i>buildings.</i>	Eu^{c78} 16
<i>MINISTÈRE DU COMMERCE. — Cinquième re-</i> <i>censement du Canada. 1911. Vol. I.</i> <i>Superficie et population par pro-</i> <i>vinces, districts et sous-districts. .</i>	Ca^{b1} 11 I	<i>— Bulletin 190. Wages and hours of</i> <i>labor in the cotton, woolen and silk</i> <i>industries 1907 to 1914.</i>	Eu^{c79} 07-14
<i>— Vol. II. Religions, origines, lieux de</i> <i>naissance, citoyenneté, instruction</i> <i>et infirmités par provinces, districts</i> <i>et sous-districts.</i>	Ca^{b1} 11 II	Suède	
<i>— Vol. III. Les manufactures, pour l'an-</i> <i>née 1910, d'après le recensement</i> <i>pris en juin 1911</i>	Ca^{b1} 11 III	<i>Direction générale des Domaines. — Sta-</i> <i>tistique annuelle des domaines de</i> <i>l'État pour 1915.</i>	Sca¹ 15
<i>— Vol. IV. Agriculture</i>	Ca^{b1} 11 IV	<i>Comptoir d'État. — Trésorerie. — Rap-</i> <i>port sur les fondations et legs divers</i> <i>en 1915.</i>	Scc³ 15
<i>— Vol. V. Production de la forêt, des</i> <i>pêcheries, des fourrures et des</i> <i>mines</i>	Ca^{b1} 11 V	Uruguay	
PROVINCE DE QUÉBEC		INSPECTION NATIONALE DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE. — Annales de l'instruc- tion primaire. Janvier-juin 1916 . .	U^{c3} 16
<i>Secrétariat provincial. — Bureau des Sta-</i>		DOCUMENTS PRIVÉS	
		BIBLIOTHÈQUE YOUNG-SLAVE. — Les lettres, les sciences et les arts young-slaves.	π^b 248

Le Gérant : R. STEINHEIL